

**FISCALITE DES ENTREPRISES
DANS L'ERE NUMERIQUE**
—
UNE PERSPECTIVE SYNDICALE

**Séverine PICARD, Conseillère
politique principale**



TUAC

Structure

1. L'impact de la fiscalité des entreprises sur l'emploi
2. Le point de vue du TUAC sur les réformes de l'OCDE
3. Références



1. L'impact de la fiscalité des entreprises sur l'emploi

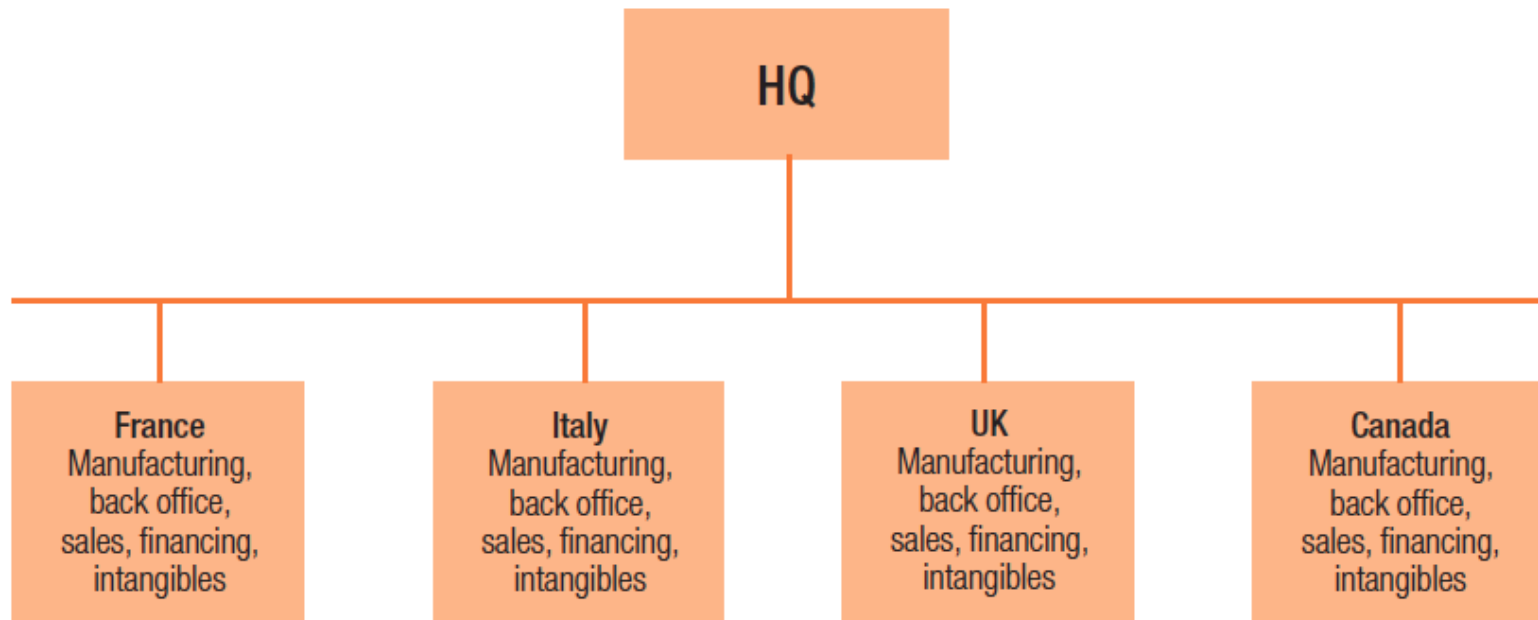
Le plan BEPS de 2015

- Un accord historique, MAIS
- **Principe de pleine concurrence (« the arm's length principle ») et prix de transfert:** la multinationale n'est pas traitée comme une unité cohérente mais comme un ensemble d'entités indépendantes et juridiquement distinctes
- Des règles complexes
- Une confidentialité excessive
- Règles inappropriées pour relever les défis de la numérisation



Structure traditionnelle d'une entreprise multinationale

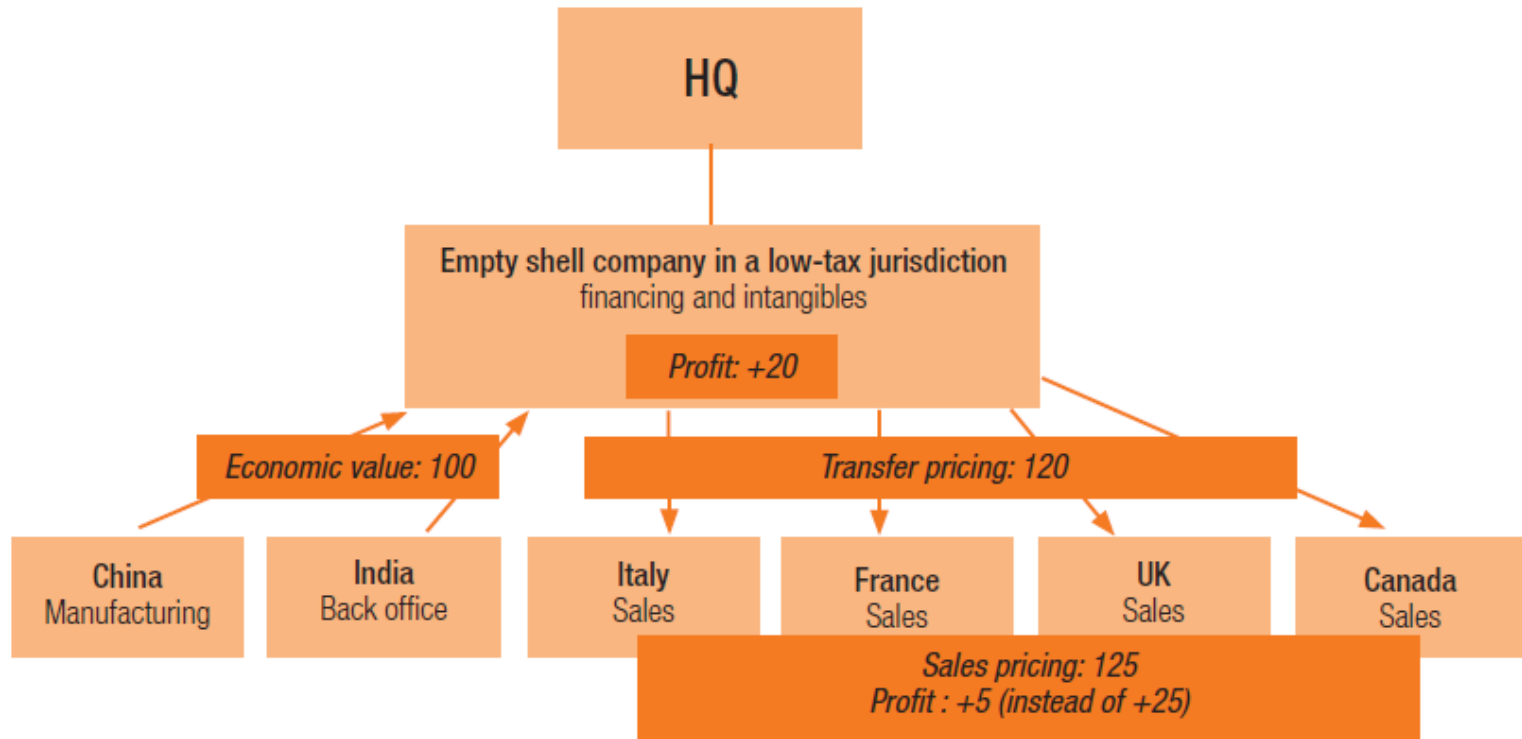
FIGURE 1: TRADITIONAL STRUCTURE OF A MULTINATIONAL ENTERPRISE



Source: [interim report, Davis Tax Committee, May 2016](#)

Exemple de manipulation des prix de transfert

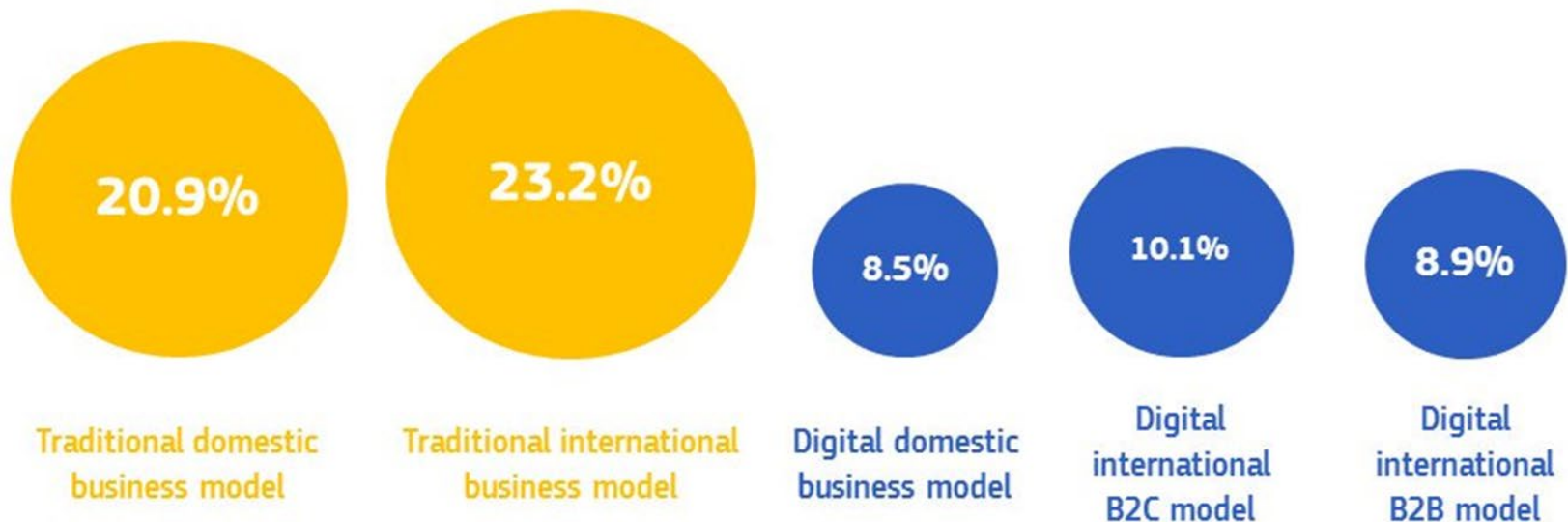
FIGURE 3: MANIPULATING TRANSFER PRICING



Source: [interim report, Davis Tax Committee, May 2016](#)

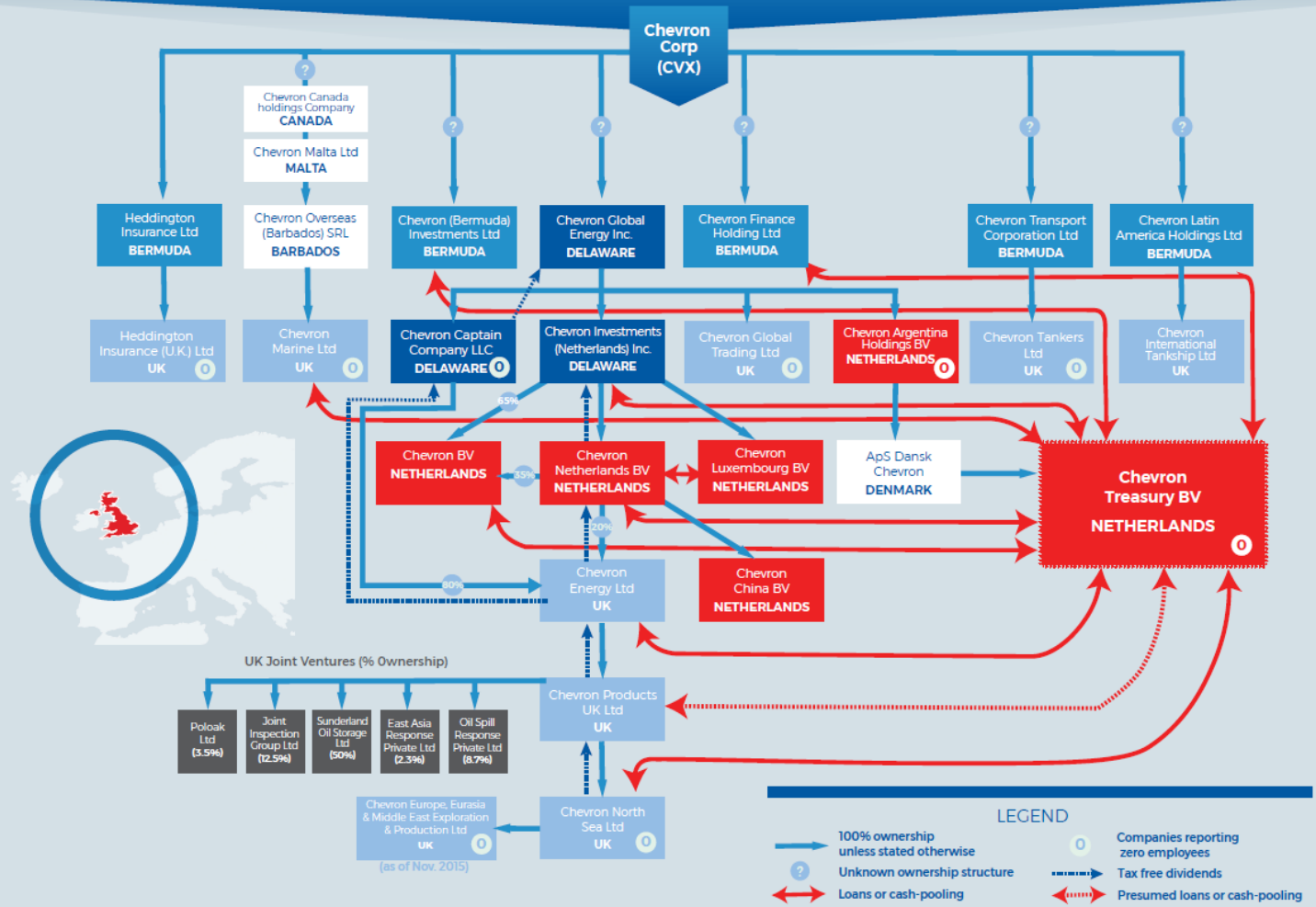
La sous-imposition des entreprises à forte composante numérique

Effective average tax rate in EU28



Source: EU Commission, March 2018

Chevron's 2014 UK Active Corporate Structure



Transfert de bénéfices: impact sur l'emploi

- Des filiales / établissements normalement rentables saignées à blanc: pas d'investissement dans l'emploi et les salaires;
 - Les organes de direction ne s'établissent pas dans les pays où se trouvent les travailleurs: perte des droits à l'information, à la consultation et à la participation au conseil d'administration;
 - Les pratiques « boîte aux lettres » brouillent les relations d'emploi: la négociation collective s'essouffle.
- **Un contribuable peu fiable est un employeur irresponsable.**

Qu'est ce qu'une fiscalité juste?



1. Un plus gros gâteau à partager:

- Plus de recettes fiscales pour les retraites, la sécurité sociale, les services publics, les investissements publics, etc.
- Une répartition mondiale plus juste, sans préférence excessive pour les pays de l'OCDE au détriment des économies en développement.

2. Supprimer toute incitation à la création de structures d'entreprises artificielles.



Les principales demandes du TUAC

1. Taxation unitaire: une multinationale doit être traitée comme une entité unique avec une stratégie d'entreprise cohérente; pas comme des unités autonomes et indépendantes.

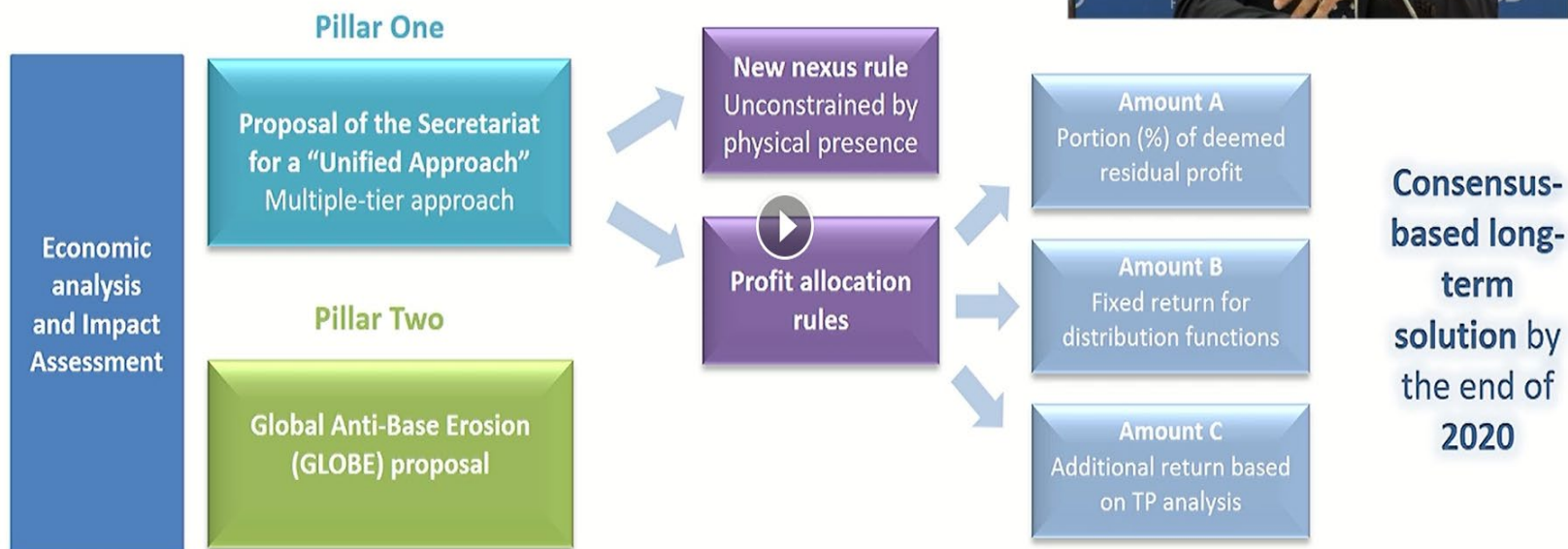
Les bénéfices doivent être calculés au niveau du groupe, et répartis entre les pays selon une clé de répartition reflétant, de manière équilibrée, tous les facteurs de production (emploi, ventes, actifs)

2. Un taux d'imposition effectif plancher afin de freiner la concurrence fiscale.

3. Assurer la transparence des pratiques fiscales des entreprises. Les représentants des travailleurs doivent avoir accès aux informations sur la situation financière et économique de leur entreprise

2. Le point de vue du TUAC sur les réformes de l'OCDE

Secretariat Proposal

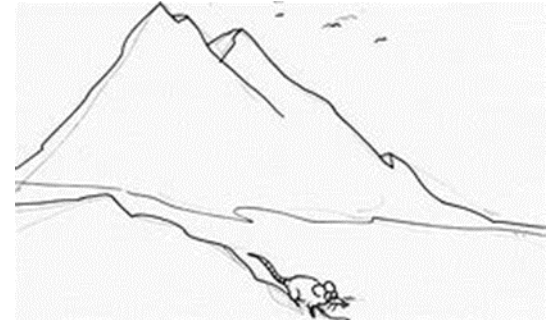


Calcul et répartition des profits (pilier 1)

Sur la forme, une volonté internationale à saluer.

Sur le fond, la porte est ouverte à plus de taxation unitaire, MAIS:

- Une taxation unitaire très limitée: 5 seuils à franchir pour une application du montant A!
- Une extrême complexité:
 - Des concepts inconnus et mal maîtrisés (“activités tournées vers le consommateur”, “bénéfices résiduels”);
 - Juxtaposition de règles différentes selon la nature des activités, selon la taille de l’entreprise, selon le type de bénéfices etc.;
 - Nouvelles règles sur la segmentations des bénéfices.



Calcul et répartition des profits (pilier 1)

- Risque accru de manipulations comptable
- Quel impact sur les travailleurs?
Pas d'étude d'impact dynamique
- Le début du commencement pour la taxation unitaire? Ou la boîte de Pandore?



Un taux d'imposition plancher (pilier 2)

- TUAC soutient le taux d'imposition minimum en complément d'une taxation unitaire (les piliers 1 et 2 sont les deux faces d'une même pièce)
- Un taux d'imposition effectif proche de la moyenne globale (20-25%)
- Pas d'importance excessive aux règles du pays de résidence de la multinationale. Lier le plus possible règles applicables et lieu des activités économiques.
- “Blending” par pays (isoler les revenus à l'échelle nationale, et non pas globale, afin de limiter les risques de manipulation)
- Si exceptions, elles doivent être strictement justifiées par des raisons d'équité sociale (est ce le cas des entreprises au chiffre d'affaire inférieur à EUR 750 M?).

Et la transparence?

- Rendre public le reporting pays par pays
- Abaisser les seuils

Références

- [Evaluation TUAC du plan d'actions BEPS, 2016](#)
- [How to tax digital activities? Make it s.a.f.e.](#), Déclaration TUAC janvier 2019
- [Répondre aux défis fiscaux de la numérisation - Réponse du TUAC à la consultation publique de l'OCDE](#), mars 2019
- [Proposition de l'OCDE pour réviser les règles fiscales face à la numérisation de l'économie](#), Déclaration du TUAC, octobre 2019
- [TUAC appelle à de meilleurs concepts](#) – réponse à la consultation publique de l'OCDE sur le pilier 1, novembre 2019
- [Réponse du TUAC à la consultation publique sur le pilier 2](#), décembre 2019
- [Tax avoidance by multinationals impacts workers too!](#), TUAC blog janvier 2020
- [Une proposition au rabais sur la taxation du numérique](#), Evaluation TUAC, 5 février 2020

www.tuac.org

picard@tuac.org